

la mer du Nord, loin d'être un bienfait inaltéré, réduit effectivement davantage la base manufacturière du pays.

L'argument se présente de la façon suivante: grâce au pétrole de la mer du Nord, le gouvernement est en mesure de réduire les impôts afin de stimuler la consommation. Cependant, ce pétrole a déjà aidé à rétablir la confiance en la Grande-Bretagne à l'étranger et ce, à un niveau tel que la livre est très bien cotée sur les marchés financiers internationaux. Cette situation est très bénéfique pour la balance des paiements à court terme: à preuve, les réserves britanniques d'or et de devises étrangères ont plus que doublé, et, à 20 millions de dollars, se comparent aux réserves du Japon.

Toutefois, l'envers d'un taux de change fort est qu'après un certain temps les exportations deviennent plus coûteuses et les importations meilleur marché. Certaines des plus grandes sociétés britanniques ont déjà exprimé la crainte — qui fait tache d'huile — que les exportations deviendront plus difficiles alors que les importations moins chères prennent une part plus grande des ventes intérieures. Il pourrait en résulter un déclin de l'emploi au fur et à mesure qu'augmentent les importations. Dans de telles conditions, il s'en faudrait de peu pour que la vigueur retrouvée de la balance des paiements s'anémie.

On fait valoir à l'encontre de cet argument que, ces dernières années, le Japon et l'Allemagne ont démontré qu'une monnaie à la hausse n'empêche pas d'améliorer le rendement global de l'économie. Certes, mais comme il a été signalé, leurs monnaies étaient fortes en raison de leur efficacité industrielle, alors que la monnaie de la Grande-Bretagne est forte surtout parce que ses gisements pétrolifères l'amèneront à l'autarcie énergétique d'ici 1980.

La vigueur de la monnaie britannique n'importerait pas autant si le commerce mondial connaissait une expansion rapide. Toutefois, le taux de croissance est maintenant en deçà des prévisions et la Grande-Bretagne doit donc se tailler une place dans un marché mondial plus exigu que prévu avec une monnaie qui rend certains de ses produits moins intéressants.

C'est là, évidemment, le scénario pessimiste. A la vérité, personne ne sait exactement ce qui se produira, si ce n'est pour la seule raison que la découverte du pétrole de la mer du Nord est un événement sans précédent.

La plupart des gens en Grande-Bretagne croient que ce pétrole leur donnera une tête d'avance sur le reste du monde et pourrait constituer la plate-forme de lancement d'une période de croissance économique beaucoup plus rapide qu'elle ne l'aurait été autrement. La Grande-Bretagne a déjà d'importantes réserves de charbon et de gaz naturel (en plus d'un important programme électro-nucléaire) et sera ainsi en 1980 l'un des rares pays industrialisés à avoir atteint l'autarcie énergétique. A tout le moins devrait donc disparaître l'un des obstacles traditionnels aux plans économiques antérieurs — l'arrivée inévitable d'une crise de la balance des paiements après une période d'expansion. Le gouvernement — chose étonnante pour un gouvernement travailliste — garde bien en mains la politique monétaire et conserve le contrôle de l'inflation comme l'un des éléments centraux de sa politique. Il reste à la Grande-Bretagne nombre de problèmes industriels à régler mais, à tout le moins, le pétrole de la mer du Nord fournit un cadre doré à leur règlement. Il se peut donc que le mal britannique soit guérissable.

Lettres à la rédaction

Souveraineté et secteur minier

Messieurs,

L'article intitulé «Souveraineté et ressources naturelles: rêve ou réalité?» de MM. Chambers et Reid et publié dans le numéro de novembre/décembre 1977 soulève certains points intéressants.

Si l'on prend le terme souveraineté dans son sens littéral de pouvoir suprême, alors chaque nation jouit effectivement de la souveraineté sur ses ressources naturelles, car, fondamentalement, elle est libre de produire ou non. Il va sans dire que la situation est quelque peu différente lorsque nous considérons des facteurs tels que le contrôle et la viabilité économique. Une nation ne contrôlera pas de façon intégrale cette viabilité économique puisque des éléments extérieurs participeront à une ou à plusieurs des étapes du cycle — du financement à la production, la commercialisation et la consommation. Chaque participant du cycle, y compris la nation elle-même, n'acceptera d'aller de l'avant que si des gains d'ordre économique sont prévus, sous forme de profits monétaires, d'emplois nombreux, etc.

Ainsi, même si l'État-nation détient le pouvoir suprême dans la mesure où la décision finale concernant la réalisation d'un projet donné lui revient, le contrôle des gains économiques qu'il tire du projet est fonction du nombre d'éléments extérieurs qui y participent d'une part,